

aucune organisation de la sécurité collective sans le concours des Soviets. Et les journaux russes de réfuter, un à un, tous les arguments opposés au pacte, en faisant confiance, pour sa ratification, à la « vraie France populaire et pacifique », comme s'expriment les *Izvestia*.

En Pologne, la presse d'opposition, sans approuver le rapprochement franco-russe, donne à entendre qu'il ne se serait pas produit, du moins sous cette forme, si l'année dernière on n'avait pas fait impolitiquement échec au pacte de l'Est. Quant à la presse gouvernementale, elle considère que le pacte franco-soviétique donne seulement l'illusion de servir la cause de la paix alors qu'en réalité il contribuera à aggraver « l'atmosphère de trouble européen ».

Parmi les nations de la Petite-Entente, seule la Tchécoslovaquie, qui a déjà signé un acte analogue avec les Soviets — mais il n'entrera en vigueur qu'après la ratification française — émet l'espoir que cette ratification soit obtenue. Mais en Roumanie, où le projet de pacte symétrique avec la Russie est toujours en suspens, l'opinion est assez divisée, et la Yougoslavie, qui n'a pas encore, pour sa part, reconnu les Soviets, évite de traiter un sujet brûlant qui risquerait de la mettre en contradiction avec son alliée tchécoslovaque. Le même silence prudent est observé en Italie, où la consigne est donnée de ne point apprécier les actes de la politique internationale tant que prolongera la condamnation de Genève et que se prolongeront les sanctions.

Reste l'Angleterre. On a beaucoup remarqué un éditorial du *Times*, entièrement favorable au pacte. Il disait, en conclusion : « Ni dans son objet, ni dans sa forme, le projet franco-russe n'est incompatible avec le système collectif de sécurité. De plus, l'opinion britannique est satisfaite de savoir qu'il est rédigé de manière à ne pas contredire le traité de Locarno, ni à l'affaiblir, ni à l'amplifier. » Les commentaires de la presse libérale et travailliste sont encore plus sympathiques. Toutefois, chez certains conservateurs, des appréhensions se font jour. On redoute que le pacte ne soit, malgré tout, une menace dirigée contre l'Allemagne. Or, celle-ci a accepté le règlement territorial de l'Ouest. Mais, en reconstituant contre elle un bloc latino-slave, on tend à compliquer un problème résolu à l'amiable.

UNE VOIX ISOLÉE

La lecture de la presse étrangère ne nous apporte donc pas des raisons péremptoires en faveur du pacte. Elle maintient l'incertitude des consciences françaises devant la grave décision à prendre. Il ne serait pas équitable, toutefois, dans cette revue des arguments pour et contre, si sommaire qu'elle soit, de ne pas faire une place à une voix qui s'est élevée, chez nous, pour recommander la ratification. C'est celle d'un homme qui, par la haute situation qu'il occupe dans les milieux industriels

et économiques comme par l'action personnelle qu'il exerça pendant un certain temps en vue du « redressement français », ne pouvait être suspecté de bolchevisme : M. Ernest Mercier. A la fin de l'année dernière, M. Ernest Mercier a fait un voyage d'étude en Russie et il a écrit, à son retour, un opuscule d'une centaine de pages, intitulé *U. R. S. S.*, dont le retentissement a été considérable, car il est un des plus clairvoyants qu'ait inspirés la transformation profonde introduite dans le monde par l'avènement du communisme russe. Dans sa conclusion, M. Ernest Mercier esquisse à larges traits ce que devrait être la politique française. Le péril essentiel, à ses yeux, est le formidable dynamisme de l'expansion allemande. Comment le conjurer ? Ceux qui préconisent une entente directe avec le Reich hitlérien ne peuvent ignorer ce que cela signifie : c'est laisser à l'Allemagne « les mains libres de l'Est », c'est lui permettre la conquête de l'Ukraine, qu'elle convoite. Après quoi, plus forte que jamais, elle se retournerait contre nous. Ce qu'il faut à tout prix empêcher, c'est la mobilisation allemande. Et M. Mercier d'ajouter :

Il n'y a pas d'autre moyen d'y parvenir que de manifester de la manière la plus claire et la plus décidée une telle volonté collective de résistance qu'il ne subsiste aucun espoir raisonnable de succès à une tentative d'agression, quel qu'en soit l'objectif immédiat.

Cela implique, avant toute chose, le maintien et le renforcement de la Société des Nations, organe de la conscience universelle et trait d'union de toutes les nations pacifiques.

Cela implique encore, et aussi impérieusement, une entente complète et sans réserve franco-britannique. Il semble qu'une telle entente devienne de plus en plus vraisemblable et qu'elle sera tout à fait certaine le jour, peut-être assez rapproché, où la Grande-Bretagne aura parfaitement réalisé que le succès des visées allemandes sur l'Europe signifierait fatalement, et à brève échéance, la fin de l'Empire britannique. Encore faut-il, cependant, que, par la fermeté de notre politique, par notre ordre intérieur et par la solidité de notre force militaire, nous inspirions à nos voisins un sentiment suffisant de confiance et de sécurité.

Autour de cette volonté réfléchie, sous l'égide de Genève, il faut resserrer les liens qui unissent la Tchécoslovaquie, la Petite-Entente, et même l'Autriche, afin qu'une attitude franche et virile écarte de ce côté toute trace d'hésitation.

Et c'est avec un profond chagrin que, provisoirement, il n'est pas possible d'ajouter à cette liste le concours de notre voisine, de notre noble amie traditionnelle, l'Italie, engagée présentement dans une guerre ruineuse et sans objectif raisonnable. C'est une nécessité primordiale que de la dégager de cette impasse en mettant le plus vite possible, coûte que coûte, un terme aux hostilités. Faute d'une telle issue, sera-t-il matériellement possible d'empêcher ceux qui portent déjà le poids d'une telle responsabilité d'y ajouter celle, mille fois plus grave, de pousser l'Europe vers les

aventures, dans l'espoir fallacieux d'y trouver une diversion, une excuse, une absolution ?

Est-il nécessaire d'ajouter à ce faisceau de forces une véritable alliance militaire avec la Russie ? La question est grave et controversée ; elle peut appeler des réserves. Mais serait-il sage de négliger l'appoint de cette puissance, elle aussi membre de la Société des Nations, elle aussi attachée, au moins présentement, à la paix et de nous l'aliéner, alors que son contrepoids pourrait à tout le moins éviter un coup de tête déplorable de la Pologne et de la Hongrie et couvrir le flanc de la Petite-Entente ?

Cette affirmation d'un esprit réaliste méritait d'être citée. Elle atteste combien l'approbation ou la désapprobation du pacte franco-soviétique dépasse les habituelles controverses des partis.

ROBERT DE BEAUPLAN.

NOTRE SUPPLÉMENT LITTÉRAIRE

« L'ARC-EN-CIEL DE LUNE »

Les œuvres de théâtre données par la présente saison dramatique ont pris une importance qui nous a fait une obligation de les publier dans une suite de nos suppléments littéraires. Mais nous ne saurions oublier cette grande partie de notre public qui s'intéresse également aux œuvres romanesques, et nos lecteurs trouveront dans le présent numéro un captivant récit où, dans la vie coloniale britannique, se heurtent des passions exaspérées par les fièvres de l'atmosphère équatoriale.

L'auteur, M. André Armandy, a mis le butin de nombreux et grands voyages dans son œuvre romanesque déjà importante. Fils et petit-fils d'officiers coloniaux, sa vie littéraire a été précédée d'une existence industrielle. La guerre, où André Armandy, qui s'est battu avec le 21^e bataillon de chasseurs à pied, fut grièvement blessé, a fait la coupure entre les deux destins.

Lauréat de l'Académie française en 1926 (prix Maillé-Latour-Landry) avec *les Réprouvés*, publiés par la *Revue de France*, André Armandy, passionné de chasses et de découvertes, a documenté ses livres dans l'Afrique française du Nord, au Maroc, en Egypte, dans l'Angola, au Congo belge, en Mozambique, dans le Transvaal, au Cap, en Rhodésie britannique, en Abyssinie. Il nous a paru intéressant de faire connaître à notre grand public ce voyageur inlassable et ce parfait conteur.

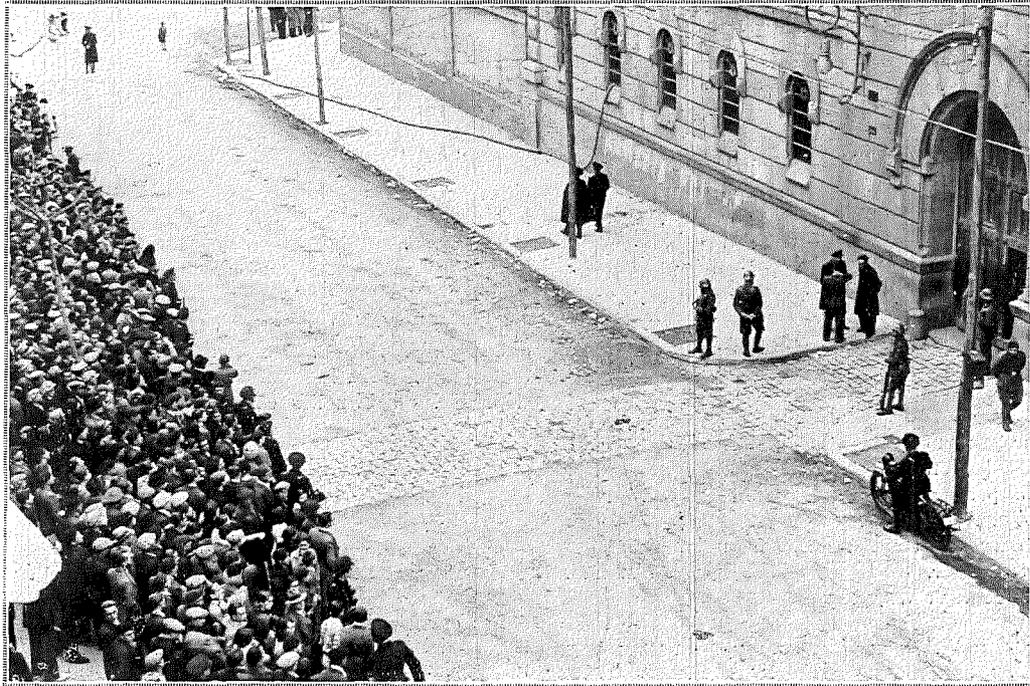
PRÉSENTATION DU PRINCE HÉRITIER D'ANNAM

Dans les premiers jours de février a eu lieu, au palais impérial de Hué, la cérémonie du « Kham Thang » ou présentation officielle du prince Bao-Lang, né le 5 janvier 1936, fils de l'empereur Bao-Daï et de l'impératrice, héritier du trône d'Annam. A cette cérémonie tout intime, et qui s'accomplit selon les rites, assistaient le résident supérieur ainsi que les fonctionnaires de son cabinet et les hauts dignitaires de la cour.



La présentation officielle à la cour du petit prince d'Annam, âgé d'un mois : l'enfant est porté par M^{me} Graffeuil, femme du résident supérieur, ayant à sa gauche l'empereur et à sa droite l'impératrice. — Phot. Tang-Vinh.

29 2. 1936



La foule massée devant la prison de Barcelone attend la libération des prisonniers politiques.

LA VICTOIRE RÉPUBLICAINE EN ESPAGNE

Nous avons sommairement rendu compte, dans notre dernier numéro, des premiers résultats des élections espagnoles, qui ont eu lieu le 16 février. Avant même le second tour de scrutin, fixé au 1^{er} mars, il semble bien que la consultation populaire ait pris le caractère d'un changement de régime. L'Espagne, depuis la fin de 1933, évoluait lentement vers un retour à la monarchie. L'idée républicaine a opéré un redressement manifeste et le pays se trouve ramené, à peu de chose près, à la situation où il était en avril 1931, lorsque la révolution eut chassé la dynastie.

D'une façon générale, la journée électorale du 16 février s'était déroulée dans le calme, les rixes et les incidents signalés çà et là étant beaucoup moins importants que ceux qui s'étaient produits, par exemple, en 1933. Mais, au fur et à mesure que le succès des gauches s'affirmait, une effervescence se faisait jour à Madrid, à Barcelone et dans les principales villes. La police était obligée d'intervenir contre les manifestants et l'on enregistrait des morts et des blessés. Aussitôt, le gouvernement de M. Portela Valladares prenait les précautions nécessaires pour le maintien de l'ordre et proclamait l'état d'alarme sur tout le territoire, et même l'état de siège à Valence, à Alicante, à Murcie et dans quelques autres centres. Les Maisons du peuple s'étaient spontanément rouvertes et les Jeunesses socialistes y affluaient. Des mutineries éclataient dans les prisons pleines de détenus politiques. Des meetings bruyants réclamaient la libération

immédiate de tous ces prisonniers, l'amnistie générale et la démission de M. Valladares. Le bruit d'un coup d'Etat militaire tenté à Madrid, bien qu'il fût sans fondement, ajoutait à la nervosité. De nombreuses personnalités des milieux monarchistes ou de la droite plus ou moins suspectes de sympathie pour l'ancien régime prenaient peur et se hâtaient de franchir la frontière.

C'est dans ces conditions que M. Valladares, sans attendre que le scrutin de ballottage eût définitivement déterminé les positions réciproques des partis, crut servir la cause publique en donnant, dès le 19 février, sa démission précipitée. Pour-



Pendant une manifestation à Barcelone.

tant, le cabinet qu'il présidait n'avait point de nuance politique. Il ne comptait même plus de représentants de l'ancienne coalition gouvernementale de droite et du centre droit, qui s'étaient séparés de lui, à la fin de décembre, précisément parce qu'il entendait laisser aux élections une complète indépendance. Mais, devant l'ampleur du mouvement populaire qui se dessinait, M. Valladares a jugé opportun de céder la place à un homme politique appartenant au bloc des gauches.

C'est à M. Azana, chef de la gauche républicaine, que le président de la République a fait appel. M. Azana a déjà été président du Conseil d'octobre 1931 à septembre 1933. Cela n'avait pas été sans traverser bien des vicissitudes, et il avait même donné, au début de septembre 1933, sa démission, par suite d'un désaccord avec le chef de l'Etat. Mais celui-ci n'avait pu constituer un cabinet sans lui, et l'avait finalement maintenu à son poste. Ce fut seulement au début d'octobre 1933 que M. Lerroix lui succéda. On sait le reste : la dissolution des Cortès, les élections modérées de novembre-décembre 1933 et, pendant deux ans, le glissement à droite, auquel il vint d'être brusquement mis fin. M. Azana est un républicain de gauche qui a dû, tant qu'il était au pouvoir, composer avec les socialistes, mais qui a combattu avec fermeté toutes les entreprises des extrémistes. Son nouveau cabinet est loin de refléter les opinions avancées du Front populaire. Il est composé uniquement de républicains de gauche et de radicaux dissidents de la nuance Martínez Barrio, à l'exclusion des socialistes et des syndicalistes. Ses premiers actes ont cherché à donner satisfaction au nouveau courant que les élections du 16 février ont fait apparaître. M. Azana a soumis à la députation permanente des Cortès, qui l'a d'ailleurs approuvé à l'unanimité, un projet d'amnistie pour tous les délits politiques. Il a remis en fonctions les municipalités républicaines suspendues par les précédents cabinets, rouvert les Maisons du peuple, arrêté les opérations en cours pour la restitution de leurs biens aux grands d'Espagne.

Mais les éléments d'extrême gauche, qui penchent de plus en plus vers le communisme, sont loin d'être satisfaits. L'alliance que, sous le nom de « Front populaire », ils avaient conclue avec les républicains modérés, à de seules fins électorales, n'a plus, aujourd'hui, de raison d'être. Le ministère Azana ne répond pas à leurs vœux et ils se préparent à le combattre. En auront-ils les moyens ? Tout dépend du résultat définitif des élections après le second tour. Il est possible que, dans les nouvelles Cortès, M. Azana réussisse à rallier à lui une partie du centre et du centre droit, et même à obtenir le soutien de M. Gil Robles. Dans ce cas, l'Espagne pourrait échapper aux expériences du marxisme. Mais, si M. Azana était contraint de ne trouver sa majorité que dans un cartel des gauches et de l'extrême gauche, ou si, la victoire socialiste et syndicaliste s'affirmant, il devait s'effacer devant un leader socialiste, comme M. Caballero, on verrait la démocratie espagnole retomber dans la démagogie qui avait marqué ses débuts et dont elle s'était si péniblement évadée.

ROBERT LAMBEL.



La sortie de la prison de Barcelone des premiers prisonniers politiques libérés à la suite des élections. — Photographies Keystone.